



Vogo

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

ERNST & YOUNG Audit



Vogo

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Vogo,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Vogo relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La note « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et les méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle.

Votre société procède, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie, et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans les notes 4.3 « Ecart d'acquisition » et 4.4 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées, et vérifié que ces notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Montpellier, le 30 avril 2024

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Marie-Thérèse Mercier

en euros	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Valeurs nettes			
ACTIF IMMOBILISÉ			
Immobilisations incorporelles	6	9 043 576	8 060 076
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	6	2 077 850	1 858 363
Immobilisations corporelles	7	1 464 530	1 242 568
Immobilisations financières	8	127 087	125 395
Titres mis en équivalence			-
Total actif immobilisé		10 635 193	9 428 039
ACTIF CIRCULANT			
Stocks et en-cours	9	5 333 315	3 621 150
Clients et comptes rattachés	10	1 246 067	2 061 444
Autres créances et comptes de régularisation	10	2 741 704	1 552 103
Valeurs mobilières de placement		200 000	333 000
Disponibilités		1 361 809	2 378 985
Total actif circulant		10 882 895	9 428 039
TOTAL DE L'ACTIF		21 518 088	19 374 721

en euros	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Capital		623 558	511 262
Primes liées au capital		22 179 614	17 374 419
Ecart de réévaluation			
Réserves et Résultat consolidé		-13 815 420	-11 589 487
Subventions d'investissement		180 517	200 790
Total capitaux propres		9 168 269	6 496 984
Intérêts hors groupe			
Autres fonds propres			
Provisions	11	832 136	459 529
Emprunts et dettes financières	12	6 730 794	7 082 473
Fournisseurs et comptes rattachés	13	3 007 754	2 978 830
Autres dettes et comptes de régularisation	13	1 779 135	2 356 906
Total Passif		21 518 088	19 374 721

<i>en euros</i>	<i>Notes</i>	Décembre 2023	Décembre 2022
Chiffre d'affaires	14	9 615 702	12 002 800
Autres produits d'exploitation	15	3 089 996	2 159 465
Achats consommés		-4 576 663	-4 802 396
Charges de personnel	16	-5 672 237	-5 505 045
Autres charges d'exploitation		-3 480 081	-4 093 935
Impôts et taxes		-117 105	-110 906
Variations nettes des amortissements et des dépréciations		-1 097 487	-905 441
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		-2 237 875	-1 255 459
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		-2 237 875	-1 255 459
Charges et produits financiers	17	-210 952	-127 993
Charges et produits exceptionnels	18	-370	-175 837
Impôt sur les bénéfices	19	402 231	355 610
Résultat net des entreprises intégrées		-2 046 966	-1 203 680
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		-225 313	-214 902
Résultat net de l'ensemble consolidé		-2 272 279	-1 418 582
Intérêts minoritaires			
Résultat net (part du groupe)		-2 272 279	-1 418 582
Résultat par action		-0,456	-0,347
Résultat dilué par action		-0,456	-0,347

5 | 3 Tableaux de variation des capitaux propres

en euros	Capital	Primes liées	Réserves	Résultat de l'exercice	Subvention d'investissement	Capitaux propres Part du groupe	Minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2022.12	510 944	17 374 737	-8 589 911	-1 572 909	129 898	7 852 759		7 852 759
Affectation du résultat de l'exercice N-1			-1 572 909	1 572 909		-		-
Dividendes versés								
Augmentation de capital								
Variation des subventions d'investissements					70 892	70 892		70 892
Variation des taux de change	-		-8 085	-		-8 085		-8 085
Part du groupe dans le résultat				-1 418 582		-1 418 582		-1 418 582
Autres mouvements	318	-318		-		-		-
Situation à l'ouverture de l'exercice 2023.12	511 262	17 374 419	-10 170 905	-1 418 582	200 790	6 496 984	-	6 496 984
Affectation du résultat de l'exercice N-1			-1 418 582	1 418 582		-		-
Dividendes versés								
Augmentation de capital	5 000 005					5 000 005		5 000 005
Variation des subventions d'investissements					-20 273	-20 273		-20 273
Variation des taux de change	-		46 347	-		46 347		46 347
Part du groupe dans le résultat				-2 272 280		-2 272 280		-2 272 280
Autres mouvements	-4 887 709	4 805 195		-		-82 514		-82 514
Situation à la clôture de l'exercice 2023.12	623 558	22 179 614	-11 543 140	-2 272 280	180 517	9 168 269	-	9 168 269

Le capital social de la Société est désormais composé de 4.988.461 actions de 0,125 euro de valeur nominale chacune.

Le 19 avril 2023, une augmentation de capital réservée à la société ABEO d'un montant de 5 000 K€ a donné lieu à la création de 869 566 actions et une augmentation de capital de 108 696€.

Les frais liés, à cette augmentation de capital, d'un montant de 82 514€, ont été imputés sur la prime d'émission.

Le tableau ci-après résume les bons de souscriptions émis et non exercés au 31 décembre 2023 :

BSPCE	Emis	Annulés	Exercés		Solde de bons exerçables	Dont souscrits	Dont non attribués	Caducités
12/04/2021	14 800	2 400	-		12 400	-	-	-

	Décembre 2023	Décembre 2022
Résultat net total des sociétés consolidées	- 2 272 279	- 1 418 582
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
- Amortissement et provisions	1 168 321	899 813
- Variation des impôts différés	2 839	- 39 385
- Plus-values de cession / sortie d'actifs	965	347 507
- Quote-part de résultat des mises en équivalence	225 313	214 902
Subventions virées au résultat		
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	- 874 841	4 255
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 2 409 090	- 169 538
(I) Flux net de trésorerie généré par l'activité	- 3 283 931	- 165 283
Acquisition d'immobilisations	- 2 264 779	2 289 393
Subventions d'investissement reçues		100 000
Variation des prêts et avances consentis		
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	670 455	660
Incidence des variations de périmètre	- 373 452	
(II) Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 967 776	2 188 733
Augmentation de capital	4 935 005	
Cession (acquisition) nette d'actions propres		
Emissions d'emprunts bancaires	1 873 869	7 318
Remboursements d'emprunts	- 1 742 312	- 1 331 876
(III) Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	5 066 562	1 324 558
Incidences des variations de cours des devises	-5 031	140
Variation de trésorerie (I)+(II)+(III)	-190 176	3 678 714
(A) Trésorerie d'ouverture	1 751 985	5 430 699
(B) Trésorerie de clôture	1 561 809	1 751 985
Variation de trésorerie (B)-(A)+(C)	-190 176	-3 678 714

Note 1. Informations générales

La société consolidante du Groupe VOGO est la société VOGO, domiciliée 895 rue de la Vieille Poste – Parc Majoria – Immeuble La Lona, 34000 MONTPELLIER.

VOGO est cotée sur le marché non réglementé Euronext Growth® Paris. La première cotation des actions a eu lieu le 30 novembre 2018.

Ses comptes consolidés sont établis en euro qui constitue la devise de référence de la Société. Sauf indication contraire, les informations financières sont présentées en euros.

Créée en 2013, VOGO développe, commercialise et distribue une solution de diffusion live de contenus audiovisuels basée sur une technologie de traitement de flux vidéo. Cette solution vise à améliorer l'expérience des spectateurs au travers de contenus multi-caméras à la demande en live ou en replay tout en offrant des outils audio et vidéo d'analyse à destination des professionnels.

Note 2. Faits marquants de la période

Sur l'année, le chiffre d'affaires atteint 9,6 M€ contre 12 M€ sur l'exercice 2022, en repli de 20%.

Le chiffre d'affaires du second semestre s'établit à 5,1 M€, en croissance d'environ 14% par rapport à la première partie de l'année, matérialisant les premiers bénéfices du modèle TaaS (Technology as a Service) encouragé par une part importante de nouveaux clients et adopté par VOGO à compter du début de l'exercice 2023.

Si la mise en place de ce modèle a pesé transitoirement et facialement sur le chiffre d'affaires en raison d'un étalement des facturations, il bénéficie d'avantages majeurs qui s'inscrivent positivement dans l'activité et les résultats dès le second semestre 2023 et, a fortiori, dès 2024 :

- Un développement des revenus récurrents (vs des ventes pures) avec la mise en place de contrats portant sur des périodes d'engagement de 3 à 5 ans (voire 7 ans) ;
- Une hausse de la contribution des commandes réalisées en direct avec les donneurs d'ordre de premier ordre ;
- Une fidélisation renforcée du portefeuille clients avec un potentiel accru d'extension des ventes de solutions technologiques audio et vidéo sur la base installée ;
- Un effet de levier sur la rentabilité grâce à l'appréciation de la marge brute adossée aux contrats signés sur ce nouveau modèle.

EBITDA positif au second semestre

Le repli de l'activité impacte mécaniquement les résultats de la période. Ainsi, l'EBITDA 2023 est négatif à hauteur de 554 K€, une perte nettement réduite par rapport à la première partie de l'année grâce à un second semestre qui aura permis de renouer avec un EBITDA positif de 333 K€. Cette évolution encourageante permet d'aborder l'exercice 2024 avec une confiance réaffirmée.

Sur l'ensemble de l'exercice, les charges d'exploitation ont été bien maîtrisées, avec en particulier une baisse des charges externes de 28% et une augmentation modérée des charges de personnel (+3% par rapport à 2022) nécessaire pour accompagner la dynamique commerciale observée au cours des derniers mois.

Le résultat d'exploitation affiche quant à lui une perte de 2,2 M€, intégrant les efforts R&D toujours importants pour renforcer l'avance technologique du Groupe. A noter que cette perte dépassait les 1,4 M€ au premier semestre confirmant, là encore, l'inflexion de tendance observée au second semestre.

Au total, le résultat net part du Groupe affiche une perte de 2,0 M€.

Une situation financière maîtrisée

A fin décembre 2023, les capitaux propres s'élevaient à 9,2 M€ contre 6,4 M€ à fin décembre 2022. La trésorerie brute ressortait à 1,5 M€ contre 2,7 M€ à fin 2022, intégrant le produit de l'augmentation de capital réservée intégralement à ABEO réalisée en avril 2023. Cette trésorerie n'intègre pas un premier volet de financement de 800 K€ validé en décembre 2023 sous forme de subventions et d'avances remboursables de la part de l'Etat, la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole, afin d'avancer sur le terrain de l'innovation dans le cadre du programme DiagInSport (prévention et détection des commotions cérébrales dans le sport professionnel et amateur).

La consommation de trésorerie annuelle intègre le financement de stocks dans le cadre du déploiement du modèle TaaS pour sécuriser l'exécution des commandes embarquées. Au-delà de l'amélioration attendue des résultats, cette consommation devrait se réduire en 2024, le financement des équipements étant désormais assuré par crédit-bail, plus adapté au nouveau modèle TaaS.

Note 3. Base de préparation des états financiers

Les comptes consolidés sont établis suivant les principes comptables généralement admis en France, conformément au Règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020, applicable depuis le 1er janvier 2021, dans le respect du principe de prudence, et conformément aux hypothèses de base :

- Indépendance des exercices.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Continuité d'exploitation.

Le Groupe applique, dans ses comptes consolidés, la méthode de référence prévue par le Règlement ANC 2013-02 modifié par l'ANC en novembre 2021, relatif au Plan Comptable Général concernant le provisionnement des engagements de retraite.

Note 4. Principes et méthodes comptables

4.1. Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe VOGO regroupent les comptes de la société VOGO et des filiales sur lesquelles elle exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable. Ces sociétés sont consolidées par intégration globale lorsque le contrôle du Groupe est exclusif, par la méthode de l'intégration proportionnelle en cas de contrôle conjoint et par la méthode de la mise en équivalence en cas d'influence notable.

Les filiales sont consolidées à compter du transfert effectif de contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de leur date de cession ou de liquidation.

La liste des sociétés consolidées figure dans la note 5.

Toutes les transactions, les actifs et passifs réciproques, et les résultats internes significatifs entre les sociétés consolidées sont éliminés.

4.2. Date d'arrêté des comptes

La date d'arrêté des comptes du Groupe est le 31 décembre de chaque année.

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Les comptes semestriels sont établis au 30 juin de chaque année depuis le 30 juin 2020.

4.3. Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition est calculé, lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, par différence entre le coût d'acquisition des titres et la juste valeur de la quote-part du Groupe dans l'actif net acquis de la filiale.

Conformément au Règlement ANC 2020-01 :

- l'évaluation à leur juste valeur de l'ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs) est réalisée dans un délai n'excédant pas un an par rapport à la date de clôture de l'exercice au cours duquel a eu lieu l'acquisition.
- les frais d'acquisition de filiales sont incorporés dans le coût d'acquisition des titres.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans la rubrique « Ecart d'acquisition » et sont soit amortis sur leur durée d'utilité qui est fonction de la nature de l'activité, soit non amortis et font l'objet d'un test de perte de valeur annuel lorsque leur durée d'utilité est illimitée.

Les écarts d'acquisition négatifs sont portés au passif parmi les provisions pour risques et charges. Ils sont rapportés au résultat selon un plan de reprise de provision sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions.

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition est revue annuellement au 31 décembre pour tenir compte des évolutions et des événements ayant pu diminuer, de façon durable, la rentabilité et la valeur des actifs concernés.

Le Groupe mesure, le cas échéant, à chaque clôture, la dépréciation accélérée des survaleurs affectées à des actifs pour tenir compte d'événements ou circonstances significatifs dont l'impact réduirait la juste valeur des actifs correspondants en deçà de leur valeur nette comptable.

4.4. Immobilisations incorporelles

- Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition hors taxes composé du prix d'achat et frais accessoires et hors frais d'acquisition.
- Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction des durées d'utilité de chaque catégorie d'immobilisation :

Brevets :	3 à 5 ans
Logiciels :	1 an

- Les coûts de développement activés sont liés à l'application VOGO SPORT et concernent essentiellement des dépenses de personnel et des frais liés à l'audit de la sécurité du développement, et sont amortis sur 3 ans.
- Les marques ne font pas l'objet d'un amortissement, leur durée d'utilité étant illimitée. Une dépréciation est constatée en cas de perte de valeur.
- Le fonds de commerce n'est pas amorti. Il fait l'objet d'une dépréciation si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable nette. Au 31 décembre 2023, le fonds de commerce Vokkero a fait l'objet d'un test de dépréciation. A ce titre, aucune dépréciation n'a été comptabilisée au 31 décembre 2023.
- Des tests de sensibilité ont également été réalisés, ils n'ont pas donné lieu à dépréciation.

4.5. Immobilisations corporelles

- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.
- Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction des durées d'utilité suivantes :

Installations agencements divers	:	7 à 10 ans
Matériel informatique	:	3 ans
Matériel de bureau	:	4 à 7 ans

4.6. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur prix de revient.

Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.

4.7. Actions propres

La Société a conclu, le 24 décembre 2018, avec CM-CIC, un contrat de liquidité et y a affecté la somme de 100 K€.

Compte tenu des achats et ventes effectués au cours de l'exercice et des exercices antérieurs, le solde du contrat de liquidité était de 15 600 actions au 31 décembre 2023. A cette date, la valeur en portefeuille s'élevait à 79 248 euros, sur la base du cours de clôture au 31 décembre, soit 5.08 euros.

4.8. Stocks

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Une dépréciation est comptabilisée le cas échéant si la valeur vénale est inférieure à la clôture.

4.9. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les éléments de l'actif circulant ont été dépréciés, le cas échéant, par voie de provision pour tenir compte de leur dépréciation estimée.

4.10. Trésorerie

Les disponibilités correspondent aux liquidités.

Les découverts bancaires sont classés dans les emprunts et dettes financières à moins d'un an.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée sur la base de la valeur liquidative à la clôture de l'exercice. Les moins-values latentes font l'objet de dépréciations.

Les cessions sont valorisées selon la méthode "Premier entré – premier sorti" (FIFO).

4.11. Tableau de flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte qui consiste à rapprocher le résultat net à la variation de trésorerie résultant de l'exploitation, de l'investissement et du financement.

La trésorerie est définie comme la somme des comptes de caisses, des dépôts à vue dans les banques, des valeurs mobilières de placement sous déduction des découverts bancaires et outils de financement court terme.

4.12. Subventions d'investissement

Conformément au règlement ANC 2020-01, les subventions d'investissement sont présentées en capitaux propres dans les comptes consolidés du Groupe.

Ces subventions sont comptabilisées au compte de résultat au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles ont financés.

4.13. Provisions pour risques et charges

Conformément au Règlement CRC 2000-06 sur les passifs, les provisions comptabilisées à l'arrêté des comptes sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles comprennent essentiellement des provisions pour litiges et d'autres provisions de toute nature, que le Groupe a estimée nécessaire de couvrir ainsi que la provision des engagements de retraite.

4.14. Engagement de retraite

Les salariés français du Groupe perçoivent, en application de la convention collective applicable, des indemnités de départ en retraite.

Sur la base d'une évaluation actuarielle, le montant de l'engagement s'élève à 313 K€ au 31 décembre 2023.

La méthode actuarielle utilisée pour cette évaluation est la « méthode des Unités de Crédit Projetées – Projected Unit Credit method ».

Afin de prendre en compte les effets de seuil liés à l'augmentation des droits par palier en fonction de l'ancienneté, il a été procédé à une affectation linéaire des droits sur la durée de vie active du salarié.

Hypothèses économiques

Taux d'actualisation (3.20%)

Taux de progression des salaires (2%)

Taux de charges sociales patronales (30% à 44%)

Hypothèses démographiques

Tables de mortalité (INSEE 2022)

Type de départ à la retraite (à l'initiative du salarié)

Age de départ en retraite (65 à 67 ans)

Les gains / pertes actuariels sont amortis dans les charges futures sur la durée moyenne probable de vie active résiduelle des salariés.

4.15. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les revenus du Groupe résultent :

- de prestations de services auprès de clients finaux (installation de la solution, support technique et maintenance, mise à disposition de l'application avec location de la Vogobox)
- de la cession de licence de la solution VOGO SPORT auprès d'intégrateurs
- de commissions perçues dans le cadre de contrats de distribution
- de vente de produits (tablettes, kits audio etc.)

1) Les revenus des différentes prestations de service sont définis contractuellement ou déterminés en fonction des coûts de réalisation de chaque prestation lorsque le contrat ne définit qu'un prix global. Ainsi :

- La part du revenu liée à l'installation de la solution VOGO SPORT est reconnue dès lors que l'application est opérationnelle chez le client.
- La part du revenu liée au support technique et à la maintenance est reconnue en chiffre d'affaires en fonction des prestations assurées et dans le cas d'abonnements, les revenus sont étalés sur la durée du contrat.
- La part du revenu liée à la mise à disposition de l'application VOGO SPORT avec location de la Vogobox est répartie sur la durée du contrat.

2) Les revenus provenant de la cession de droit d'utilisation de la solution Vogosport sont reconnus en chiffre d'affaires dès lors que la licence est cédée au client, ce qui est matérialisé par la remise au client de la clé d'activation de la solution Vogosport.

3) Les commissions perçues dans le cadre de contrats de distribution sont reconnues en chiffre d'affaires à l'issue de la réalisation des prestations par le distributeur.

4) Les revenus provenant de la vente de produits sont enregistrés en chiffre d'affaires lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des produits ont été transférés à l'acheteur.

5) Les revenus connexes composés essentiellement de refacturations à des organismes financiers de matériel informatique (pièces détachées) nécessaires au déploiement des VOGOBOX dans le cadre de cession-bail comptabilisés en autres produits d'exploitation.

4.16. Eléments inhabituels des activités ordinaires

Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat consolidé incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et des éléments extraordinaires.

Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

4.17. Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net, part du groupe, par le nombre d'actions moyen en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en tenant compte, le cas échéant, des options de souscription d'actions accordées et des obligations convertibles en actions.

4.18. Impôt sur les bénéfices et imposition différée

La charge d'impôt comprend l'impôt exigible et l'impôt différé de l'exercice pour les différentes sociétés intégrées.

La charge d'impôt est calculée sur la base des lois fiscales adoptées ou quasi-adoptées à la date de clôture dans les pays ou les filiales du Groupe opèrent et génèrent des revenus imposables. Elle enregistre le cas échéant des provisions sur la base des montants de redressement attendus de la part des autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable, pour l'ensemble des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal.

Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Les actifs d'impôts différés ne sont constatés que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporaires. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevé par la même

administration fiscale ou sur l'entité imposable ou sur de différentes entités imposables s'il y a une intention de régler les soldes sur une base nette.

Les déficits reportables cumulés au 31 décembre 2023 n'ont pas été activés dans la mesure où leur consommation future n'a pas été estimée probable. Les déficits cumulés au 31 décembre 2023 de VOGO France s'élèvent à 15.543 K€.

4.19. Distribution de dividendes

Le Groupe n'a pas distribué de dividendes sur l'exercice.

4.20. Conversion des comptes des filiales en devises

A la date de clôture, les actifs et passifs des filiales hors zone EURO sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture, et le compte de résultat est converti au taux moyen annuel.

Les éléments des capitaux propres sont convertis au taux historique.

Devise	Taux de clôture	Taux moyen N	Taux d'ouverture	Taux moyen N-1
Dollar US	0,9050	0,9248	0,9376	0,9496
Dollar Canadien	0,6830	0,6852	0,6925	0,7302
Livre Sterling	1,1507	1,1497	1,1275	1,1727

Note 5. Périmètre de consolidation

Le Groupe VOGO est composé des sociétés suivantes :

Société	Forme juridique	Siège social	% contrôle	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation
VOGO	SA	895 rue de la vieille poste, Parc Majoria, Immeuble Lona, 34000 Montpellier			Société mère
9328-9601 QUEBEC INC	INC	630 boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, MONTREAL (Québec) H3B 1S6	100%	100%	Intégration globale
Adeunis NA, Inc.	INC	55 Pondfield Road Bronxville, New York, USA 10708	100%	100%	Intégration globale
VOGO UK	LTD	30 Gay Street - Bath - BA1 2PA	100%	100%	Intégration globale
VOGOSCOPE	SAS	6 rue Benjamin Franklin BP10 70190 RIOZ	49%	49%	Mise en équivalence

Note 6. Immobilisations incorporelles

en euros	Ouverture	Acquisitions	Cessions	Dotations de l'exercice	Variations des cours de change	Variations de Périmètre	Reclassements	Clôture
Concessions, brevets & droits similaires	3 122 369						1 073 069	4 195 438
Ecart d'acquisition	1 858 363	219 487						2 077 850
Fonds commercial	3 642 705							3 642 705
Immobilisations incorporelles en cours	1 702 841	1 536 148			-79		-1 161 317	2 077 593
Total immobilisations incorporelles	10 326 278	1 755 635			-79		-88 248	11 993 586
Amt/dép. conc. brevets & dts similaires	-2 266 202			-683 808				-2 950 010
Total amt/dép. immobilisations incorporelles	-2 266 202			-683 808				-2 950 010
Total valeur nette	8 060 076	1 755 635		-683 808	-79		-88 248	9 043 576

Le solde de la colonne reclassement, d'un montant de 88 248€, correspond :

- L'activation des frais de la levée de fonds dans la prime d'émission pour 82 514€ ;
- Reclassement d'immobilisations en cours en charges constatées d'avance pour 5 734€.

Le fonds de commerce pour 3.642 K€ correspond à l'acquisition de Vokkero France en novembre 2019.

Les écarts d'acquisition se détaillent comme suit :

en euros	Date d'acquisition	Durée d'amortissement	Valeurs Brutes 31/12/2023	Amortissements cumulés 31/12/2023	Valeurs Nettes 31/12/2023
Adeunis NA, INC	01/11/2019	illimitée	1 241 000	-	1 241 000
VOGO UK	28/09/2021	illimitée	617 363		617 363
VOGO UK	31/12/2023	illimitée	219 487		219 487
Total écarts d'acquisitions positifs			2 077 850	-	2 077 850

Nous constatons un complément de prix de 219 487€ lié à l'acquisition de VOGO UK.

Note 7. Immobilisations corporelles

en euros	Ouverture	Acquisitions	Cessions	Dotations de l'exercice	Variations des cours de change	Variations de Périmètre	Reclassements	Clôture
Installations tech, matériel & outillage	1 136 979	48 841			8 723			1 194 543
Matériel de bureau	477 356	47 486			1 967		1 078	527 887
Matériel de transport	1 960							1 960
Matériel informatique	134 078				1 795			135 873
Immobilisations corporelles en cours		1 078					-1 078	-
Autres immobilisations corporelles	1 459 056	499 772	-2 344		-6 305			1 950 179
Total immobilisations corporelles	3 209 429	597 176	-2 344		6 181	-	-	3 810 442
Amt/dép. matériel de bureau	-269 137			-79 100	-604			-348 841
Amt/dép. matériel transport	-691			-1 269				-1 960
Amt/dép. matériel informatique	-120 399			-5 048	-1 600			-127 047
Amt/dép. install tech, matériel & outill.	-475 504			-179 379	-4 994			-659 876
Amt/dép. autres immobilisations corp.	-1 101 132		1 380	-110 797	2 359			-1 208 189
Total amt/dép. immobilisations corporelles	-1 966 862	-	1 380	-375 592	-4 839	-	-	-2 345 913
Total valeur nette	1 242 568	597 176	-965	-375 592	1 342	-	-	1 464 530

Dont actifs financés par crédit-bail :

<i>en euros</i>	Valeurs Brutes 31/12/2023	Amortissements cumulés 31/12/2023	Valeurs Nettes 31/12/2023
Terrains			-
Constructions			-
Installations tech, mat et outillages ind.			-
Autres immobilisations corporelles	1 507 195	- 1 058 555	448 640
Total immobilisations financées en crédit-bail	1 507 195	-1 058 555	448 640

Note 8. Immobilisations financières

<i>en euros</i>	Ouverture	Acquisitions	Cessions	Dotations de l'exercice	Variations des cours de change	Variations de Périmètre	Clôture
Titres de participation	-						-
Créances rattachées à des part. - courant	-						-
Actions propres	-						-
Prêts, cautionnements et autres créances - non courants	125 395	1 917			-225		127 087
Total immobilisations financières	125 395	1 917	0	-	-225	-	127 087
Dépréciations des titres	-1						-1
Dépréciations des actions propres	-						-
Total dép. immobilisations financières	-1	-	-	-	-	-	-1
Total valeur nette	125 395	1 917	0	-	-225	-	127 087

Note 9. Stocks

<i>en euros</i>	Ouverture	Mouvements	Dotations / reprises	Reclassements	Variations des cours de change	Clôture
Stocks mp, fournitures et aut. appro.	2 791 157	831 357			-13 512	3 609 002
Stocks -pds finis et intermédiaires	829 993	894 320				1 724 313
Total Stocks et en-cours	3 621 150	1 725 677	-	-	-13 512	5 333 315

Note 10. Clients, autres créances et comptes de régularisation

• Décomposition des créances

en euros	Ouverture	Mouvements	Dotations / reprises	Reclassements	Variations des cours de change	Clôture
Clients et comptes rattachés	1 962 578	-815 132			-2 115	1 145 331
Factures à établir	122 698	7 029				129 727
Dép. clients et comptes rattachés	-23 832	0	-5 159			-28 991
Total Clients et comptes rattachés	2 061 444	-808 103	-5 159	-	-2 115	1 246 067

en euros	Ouverture	Mouvements	Dotations / reprises	Reclassements	Variations des cours de change	Clôture
Fournisseurs - avances et acomptes versés	55 290	3 355				58 645
Fournisseurs débiteurs (RRR et autres avoirs)	297 965	-260 539				37 426
Créances sur personnel & org. sociaux	27 495	-15 715			-	11 781
Créances fiscales - hors IS - courant	403 115	-7 076			-1	396 037
Impôts différés - actif	37 868	-2 839			777	35 806
Etat, impôt sur les bénéfices - créances - courant	243 327	467 584			15	710 926
Comptes courants groupe actif - courant	200 046	295 955				496 001
Autres créances - courant	8 102	37 571			186	45 859
Ecart de conversion sur autres dettes et créances - actif	39 751	105 736				145 487
Charges constatées d'avance	239 143	559 317		5 734	-458	803 736
Total Autres créances et comptes de régularisation	1 552 103	1 183 350	-	5 734	518	2 741 705

• Echéancier des créances

Toutes les créances d'exploitations ont une échéance inférieure à un an.

Note 11. Provisions

en euros	Ouverture	Dotations de l'exercice	Reprise (prov. utilisée)	Variations des cours de changes	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Provisions pour garanties - non courant	97 185		-28 874				68 311
Provisions pour pertes de change sur autres créances et autres dettes	29 163	134 899	-29 163				134 899
Autres provisions pour risques - non courant	72 587			-397		243 810	316 000
Total provisions pour risques	198 935	134 899	-58 037	-397	-	243 810	519 210
Provisions pour pensions et retraites - non courant	260 594	52 332					312 926
Total provisions pour charges	260 594	52 332	-	-	-	-	312 926
Total provisions pour risques et charges	459 529	187 231	-58 037	-397	-	243 810	832 136

Le solde de la colonne reclassement d'un montant de 243 810€ se décompose ainsi :

- Reclassement en provision pour risques et charges des titres mis en équivalence négatifs de VOGOSCOPE pour 225 313€
- Reclassement d'une facture non parvenue en autres provisions pour risques pour 20 000\$ chez VOGO NA.

Note 12 Dettes financières

- Décomposition des dettes financières

<i>en euros</i>	Décembre 2023	Décembre 2022
Emprunts auprès des établissements de crédit	6 249 568	6 110 883
I.C.N.E. sur emprunts	29 079	10 210
Comptes courants actionnaire	-	264
Dettes financières Crédit-bail	452 147	1 116
Concours bancaires courants	-	960 000
I.C.N.E. sur trésorerie passive		
Total emprunts et dettes financières	6 730 794	7 082 473

- Échéancier des dettes financières

<i>en euros</i>	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 010 009	4 229 565	9 994
I.C.N.E. sur emprunts	29 079		
Comptes courants actionnaire			
Dettes financières Crédit-bail	110 623	341 524	
Concours bancaires courants			
I.C.N.E. sur trésorerie passive			
Total emprunts et dettes financières	2 149 711	4 571 089	9 994

Note 13. Dettes non financières

- Décomposition des dettes non financières

<i>en euros</i>	Décembre 2023	Décembre 2022
Dettes fournisseurs	2 842 829	2 490 718
Factures non parvenues	164 926	488 112
Total fournisseurs et comptes rattachés	3 007 754	2 978 830
Dettes s/ acquis. d'actifs - courant		166 667
Clients - avances et acomptes reçus	153 306	231 671
Dettes sociales - courant	877 149	1 380 572
Dettes fiscales (hors IS et CVAE) - courant	219 156	255 761
Etat - impôts sur les bénéfices - courant	117 059	52 650
Comptes courants groupe passifs - courant	264	264
Autres dettes - courant	30 474	21 856
Ecart de conversion sur autres dettes et créances - passif	43 995	5 628
Prod. constatés d'avance & aut. cptes de régul.	337 732	241 837
Total autres dettes et comptes de régularisation	1 779 135	2 356 906
Total autres dettes	4 786 889	5 335 736

Toutes les dettes d'exploitation ont une échéance inférieure à un an.

Note 14. Information sectorielle

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit :

	Décembre 2023			Décembre 2022		
	Audio	Vidéo	Total	Audio	Vidéo	Total
Europe, Moyen Orient, Afrique	6 037 318	1 577 441	7 614 759	7 687 658	1 891 342	9 579 000
Amérique du Nord	1 265 667	140	1 265 807	1 855 656	110 788	1 966 444
Amérique du Sud	36 111		36 111	122 311		122 311
Asie Pacifique	699 025		699 025	335 044		335 044
Total	8 038 121	1 577 581	9 615 702	10 000 670	2 002 130	12 002 800

Note 15. Autres produits d'exploitation

Les autres produits se détaillent comme suit :

<i>en euros</i>	Décembre 2023	Décembre 2022
Production immobilisée	1 475 042	1 663 525
Production stockée	894 320	206 539
Subventions d'exploitation	2 800	165 962
Autres produits	717 834	123 439
Total Autres produits d'exploitation	3 089 996	2 159 465

Note 16. Personnel

- Effectif

	Décembre 2023	Décembre 2022
Cadres et professions supérieures	50	53
Techniciens et agents de maîtrise	-	-
Employés / Ouvriers	12	7
Total effectif moyen employé	62	60

- Charges de Personnel

<i>en euros</i>	Décembre 2023	Décembre 2022
Rémunération du personnel	4 139 855	4 082 238
Charges sociales	1 532 382	1 422 807
Participation des salariés	0	0
Total Charges de personnel	5 672 237	5 505 045

Note 17. Résultat financier

<i>en euros</i>	Décembre 2023	Décembre 2022
Charges d'intérêts sur emprunt	-112 395	-104 878
Pertes de change sur autres dettes et créances - réalisées	-9 160	-3 837
Dot. aux prov. financières	-134 899	-29 163
Dot./dép des actifs financiers	-35 476	-
Total charges financières	-291 929	-137 878
Autres produits financiers	51 764	7 870
Rep./ provisions financières	29 163	2 014
Rep./dép. des actifs financiers	50	-
Total produits financiers	80 977	9 884
Total Résultat financier	-210 952	-127 993

Note 18. Résultat exceptionnel

<i>en euros</i>	Décembre 2023	Décembre 2022
Charges excep. s/ exercices antérieurs	-8 392	-1 107
VNC des immo. incorp. cédées	-	-192 889
VNC des immo. corp. cédées	-744	-493
VNC d'autres éléments d'actif cédés	-	-1 147
Autres charges exceptionnelles	-4 575	-
Dot. aux prov. exceptionnelles	-18 497	-
Total charges exceptionnelles	-32 208	-195 636
Produits excep. s/ exercices antérieurs	1 637	1 106
Produits de cession d'immo. corp.	-	660
Autres produits exceptionnels	9 928	-
Transfert de charges exceptionnelles	-	154 785
Subv. invest. virées au résult. de l'ex.	20 273	18 033
Mali provenant du rachat d'actions propres	-	-154 785
Total produits exceptionnels	31 838	19 799
Total Résultat exceptionnel	-370	-175 837

Note 19. Impôts sur le résultat/impôts différés

- Impôts différés

en euros	Ouverture	Incidence résultat	Variations des cours de change	Clôture	
Impôts différés - actif	37 868	-	2 839	777	35 806
Impôts différés - passif	-	-			-
Solde net d'impôt différé	37 868	-2 839	777		35 806
Ventilation de l'impôt différé par nature					
Id / annulation frais d'établissement	-				-
Id / autres retraitements (automatique)	14 116	-	4 751	286	9 651
Id / élimination des résultats internes	23 753		1 912	490	26 155
Total impôt différé par nature	37 868	-2 839	777		35 806

- Charge d'impôt de l'exercice

<i>en euros</i>	Décembre 2023	Décembre 2022
Impôts sur les bénéfices	405 070	316 225
Impôts différés	- 2 839	39 385
Total (charge) ou produit d'impôt	402 231	355 610

- Rationalisation de l'impôt

en euros	Décembre 2023		Décembre 2022	
Résultat net consolidé (avant amortissement des écarts d'acquisition et MEE)	-	2 046 966	-	1 203 680
Impôt comptabilisé		402 231		316 225
Résultat consolidé avant impôt et amortissement des écarts d'acquisition	-	2 449 197	-	1 519 905
Taux d'impôt		25,00%		25,00%
Charge d'impôt théorique		612 299		379 976
Déficits reportables non activés	-	641 083	-	435 409
Ecart taux pays marges en stock	-	2 516		
Différences permanentes		2 279		27 109
Différences permanentes sur OD de conso VOGO sans ID	-	13 519		
CIR CII et CICE		468 342		344 549
Ecart taux IS	-	23 572		
Charge d'impôt réelle		402 231		316 225

Note 20. Informations relatives aux parties liées

Le montant des rémunérations brutes allouées aux membres des organes de direction au cours de l'année 2023 s'élève à 727 K€.

Note 21. Autres informations

a) Engagements hors bilan

VOGO a octroyé au CIC un nantissement de son fonds de commerce pour un montant total de 1 M€ en 2021.

b) Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre de la situation clôturée au 31 décembre 2023 pour l'ensemble des sociétés du Groupe est de 62 396 euros et se ventile comme suit :

	Mission légale	Autres missions dont SACC
EY	39 196	23 200
TOTAL	39 196	23 200

Note 22. Evénements postérieurs à la clôture

Une augmentation de capital de 5 000K€ avec maintien du droit préférentiel de souscription a été décidée par le conseil d'administration du 10 avril 2024. Le prix de l'action a été fixé à 4.04€.

La période de souscription se terminera le 2 mai 2024.

Concernant l'offre VOGOSCOPE, 1er kit clé-en-main de captation multi-caméras et de diffusion vidéo Live & Replay destinée aux sports amateurs, aux centres d'entraînement et aux collectivités, VOGO et ABEO ont signé le 10 avril 2024 d'un accord relatif au rachat par VOGO de la participation de 51% d'ABEO dans la joint-venture VOGOSCOPE pour un montant d'environ [200.000 €]. Ce rachat permettra de simplifier l'offre marketing et son intégration dans le catalogue des solutions technologiques offertes par VOGO pour mutualiser la réponse aux besoins de toutes les disciplines sportives. Constituée sous forme de société par actions simplifiée, VOGOSCOPE est actuellement détenue à 51% par ABEO et à 49% par VOGO. Après cette opération de rachat qui devrait être finalisée au cours du 2ème trimestre 2024, ABEO continuera à s'investir pleinement aux côtés de VOGO auprès de sa clientèle diversifiée (salles de sport, centres de loisirs, gymnases, salles d'escalades, écoles, etc.) partout à travers le monde.

La dynamique commerciale engagée lors du second semestre se poursuit en 2024.

Le modèle de Technology as a Service permet la signature de nouveaux contrats dans le domaine du sport :

- Contrat VAR Costa Rica via Quality :
- Chaîne audio pour projet VAR en Malaisie
- Extension du contrat EHF pour les final four European League Men + Women :
- Equipement Unity football amateur fédé espagnole

L'activité audio continue son développement international

- Equipement Elite arbitres 2nde ligue NL
- Equipement Elite CAF
- Equipement Elite Swedish FA

Pour l'industrie, 2 débuts de collaboration avec Stellantis et Razel Bec et 3 nouveaux distributeurs ouverts en Pologne, Allemagne et Italie.